**COMMUNIQUÉ DE PRESSE UCR-CGT**

# Austérité, mensonges, contrevérités

# Le gouvernement aux ordres du capital !

Deux jours après le discours d'Emmanuel Macron aux armées, le Premier ministre François Bayrou a présenté les grandes lignes du budget 2026. Une véritable cure d'austérité, avec un objectif de 43,8 milliards d'euros d'économies. Des économies soi-disant indispensables et urgentes car le pays serait au bord de la faillite.

Deux heures durant, le Premier ministre a usé de termes violents, culpabilisateurs et mensongers envers les citoyens·nes. Il a égrené et détaillé les mesures à mettre en œuvre, avec comme seul objectif diminuer le niveau de la dette :

- 2026, année blanche avec un gel des prestations sociales et des pensions ;
- Doublement du plafond annuel des franchises médicales et participation forfaitaire passant de 50 à 100 € ;
- Déremboursement de médicaments et remise en cause du statut d'ALD (affection de longue durée) ;
- Suppression de l'abattement fiscal de 10 % pour les retraité·es (qui n'est pas accordé pour frais professionnels comme l'a laissé entendre le Premier ministre) et sa transformation en un abattement de 2000 € pour tous.tes les retraité·es. Cette mesure sera financée par une augmentation de la fiscalité des retraité·es gagnant plus de 20 000 € par an ;
- Les mesures issues des discussions sur les retraites seront, en partie, intégrées au PLFSS 2026 ;
- Non remplacement d'un fonctionnaire sur trois et gel des traitements en 2026, remettant en cause les services publics sur l'ensemble du territoire.

L'annonce de la suppression de 2 jours fériés, dont le 8 mai, jour de commémoration de la victoire contre le fascisme, est lourde de sens dans un contexte de montée de l'extrême-droite dans le monde, pour le respect de l'histoire et la mémoire des hommes et des femmes qui ont combattu pour la liberté. Le Premier ministre est même prêt à légiférer par ordonnances et décrets pour appliquer sa politique d'austérité, méprisant de fait la démocratie.

Selon le gouvernement, tout le monde doit fournir des efforts.

Si les mesures concernant les retraité·es et les salarié·es ont été présentées de manière plus ou moins précises, celles concernant les entreprises, le patronat et les plus riches, sont floues et soumises à discussion à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Jamais le Premier ministre n'a abordé la gabegie des 211 milliards d'euros d'aides publiques accordées aux entreprises sans aucune contrepartie ni contrôle. Rien non plus sur les exonérations de cotisations sociales (80 milliards d'euros en 2024) accordées aux entreprises. Étonnant, alors, que l'OFCE, dans une note publiée le 11 juillet, indique que le creusement du déficit public français, depuis 2017, est le fruit de la baisse du taux des prélèvements obligatoires.

union confédérale des retraité·es • 263 rue de Paris - case 55 • 93515 Montreuil cedex
Secrétariat général : 01 55 82 83 70 • Politique financière : 01 55 82 83 71 • Vie syndicale : 01 55 82 83 69 ou 83 79 •
E-mail : ucr@cgt.org • Site : https://union-confederale-retraites.cgt.fr/

Quand Emmanuel Macron annonce vouloir renforcer le budget des armées de 3,5 milliards d'euros en 2026 et 6,5 milliards d'euros en 2027, le gouvernement Bayrou ponctionne les retraité·es et les salarié·es pour financer la guerre et préserver les intérêts du capital.

**Face à cette attaque sans précédent contre les droits sociaux, l'UCR-CGT appelle les retraité·es à se rassembler, à débattre d'une nouvelle mobilisation à la rentrée, et à signer massivement la carte pétition pour exiger un autre financement de la Sécurité sociale.**

Montreuil, le 16 juillet 2025

union confédérale des retraité·es • 263 rue de Paris - case 55 • 93515 Montreuil cedex
Secrétariat général : 01 55 82 83 70 • Politique financière : 01 55 82 83 71 • Vie syndicale : 01 55 82 83 69 ou 83 79 •
E-mail : ucr@cgt.org • Site : https://union-confederale-retraites.cgt.fr/